

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3671

[2003/200944]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en ce qui concerne la commission d'avis et l'instruction des recours auprès du Gouvernement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 120 et 133, modifiés par le décret du 18 juillet 2002;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 95, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998 relatif à la commission d'avis et à l'instruction des recours auprès du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 1998;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 14 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 452/2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont apportées les modifications suivantes :1<sup>o</sup> il est inséré un § 4bis rédigé comme suit :

« § 4bis. La Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne propose au Gouvernement une liste de deux de ses membres. »;

2<sup>o</sup> le § 5 est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Selon que le recours prévu à l'article 119, à l'article 127 ou à l'article 95, § 3, du décret relatif au permis d'environnement, porte sur un bien localisé dans la province du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg ou de Namur, siégent à la commission d'avis le membre proposé par le conseil de l'ordre des architectes de la province correspondante et les deux membres proposés par la députation permanente du conseil provincial correspondant. »

3<sup>o</sup> il est inséré un § 5bis rédigé comme suit :

« § 5bis. Lorsque le recours prévu à l'article 119 ou à l'article 127 ou à l'article 95, § 3, du décret relatif au permis d'environnement, concerne un immeuble visé à l'article 109, le membre proposé par la Commission royale des monuments, sites et fouilles de la Région wallonne siégent à la commission d'avis. »

**Art. 2.** - L'article 452/4, § 3, est complété par la disposition suivante :

« Est notamment considérée comme inconduite notoire et manquement grave toute utilisation de fichiers ou de bases de données relatifs aux coordonnées privées des demandeurs, à d'autres fins que celles expressément prévues pour la gestion administrative des recours. »

**Art. 3.** - L'article 452/7 du même Code est abrogé.**Art. 4.** - Les articles 452/8 à 452/10 du même Code sont remplacés par les articles 452/7 à 452/9, rédigés comme suit :

« Art. 452/7. Dans les vingt-cinq jours à dater de la réception du recours prévu à l'article 119 ou à l'article 127, le secrétariat de la commission d'avis met le recours en l'état et le tient à la disposition des membres.

Art. 452/8. Dans les soixante-cinq jours à dater de la réception du recours prévu à l'article 119 ou à l'article 127, la commission d'avis émet son avis motivé et le transmet avec les documents visés à l'article 120, alinéa 4, au Ministre de l'Aménagement du Territoire. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours. Dans le même délai, la commission transmet une copie de son avis motivé au demandeur, au collègue des bourgmestre et échevins et à la Direction générale.

Art. 452/9. La commission ne délibère valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Les avis sont rendus par les membres présents; le président n'a pas voix délibérative.

En cas de parité des voix, l'avis est réputé favorable à l'auteur du recours.

**Art. 5.** Les articles 452/11 et 452/12 sont renumérotés respectivement 452/10 et 452/11.**Art. 6.** Les articles 452/13 à 452/19 du même Code sont remplacés par les articles 452/12 à 452/18 rédigés comme suit :

« Art. 452/12. Les recours visés à l'article 119 ou à l'article 127 sont introduits par envoi recommandé à la poste, à l'adresse du directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

Le demandeur qui introduit un recours visé à l'article 119 renseigne dans sa lettre la date à laquelle il a reçu la décision visée à l'article 119, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, ou la date de l'envoi recommandé visé à l'article 119, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> et y joint une copie des plans de la demande de permis et de la décision dont recours.

Art. 452/13. Aux recours visés à l'article 119, § 2, ou aux recours visés à l'article 127, § 6, introduits par le collègue des bourgmestre et échevins, est jointe une copie du dossier concerné qui comprend un repérage et, s'il échet, est jointe une copie du permis de lotir et du schéma directeur en vigueur qui s'appliquent.

Le repérage concerne :

1<sup>o</sup> la situation du bien au plan de secteur, au plan communal d'aménagement, au plan directeur, dans un schéma directeur, dans un lotissement, le long d'une voirie régionale ou provinciale, le long d'une voirie communale qui a fait l'objet d'un plan d'alignement, le long d'une ligne de chemin de fer, le long d'un cours d'eau de première, deuxième ou troisième catégorie;

2° l'existence de servitudes ou de réservations, d'un règlement régional d'urbanisme applicable, d'un règlement communal d'urbanisme applicable, d'une procédure d'aménagement du territoire ou d'urbanisme opérationnels, d'une infraction constatée par procès-verbal;

3° l'inscription du bien à l'inventaire du patrimoine immobilier ou sur une liste de sauvegarde, son classement, sa situation dans une zone de protection visée à l'article 209 ou dans un site mentionné à l'inventaire visé à l'article 233 ou faisant l'objet de formalités équivalentes en vertu de la législation applicable en région de langue allemande.

Il contient aussi tout autre renseignement pouvant éclairer le Gouvernement.

Art. 452/14. L'accusé de réception visé à l'article 120, alinéa 1<sup>er</sup>, et transmis au demandeur mentionne le contenu de l'article 452/18.

Art. 452/15. S'ils n'ont pas introduit le recours, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué transmettent à l'adresse visée à l'article 452/12 et dans les cinq jours ouvrables de la réception des documents visés à l'article 120, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, une copie du dossier concerné qui comprend un repérage visé à l'article 452/13, alinéa 2, et, s'il échet, une copie du permis de lotir et du schéma directeur qui s'appliquent.

Art. 452/16. Le président de la commission d'avis est délégué par le Gouvernement pour présider l'audience prévue par l'article 120, alinéa 4.

Il peut exiger la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'il juge utiles.

La commission d'avis et son président entendent les parties ou leurs représentants et la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine.

La commission d'avis dresse le procès-verbal de l'audience.

Art. 452/17. L'audience a lieu dans les cinquante-cinq jours de la réception du recours prévu à l'article 119 ou à l'article 127.

Art. 452/18. La lettre de rappel visée à l'article 121 doit être introduite par envoi recommandé à la poste et contenir les mentions suivantes :

1° le nom et l'adresse du demandeur;

2° les références du dossier;

3° le terme rappel. »

**Art. 7.** - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** - Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3671

[2003/200944]

**17. JULI 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, was die beratende Kommission und die Untersuchung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 120 und 133, abgeändert durch das Dekret vom 18. Juli 2002;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere des Artikels 95, § 3, 1. Absatz;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998 über die beratende Kommission und die Überprüfung der bei der Regierung eingereichten Einsprüche, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 1998;

Aufgrund des am 27. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens der «Commission régionale wallonne de l'Aménagement du Territoire» (Wallonischer Regionalausschuss für Raumordnung);

Aufgrund des am 14. Februar 2003 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Mai 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 452/2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° ein § 4bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 4bis. Die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region schlägt der Regierung eine Liste von zwei ihrer Mitglieder vor.»

2° § 5 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 5. Je nachdem, ob sich der in Artikel 119, in Artikel 127 oder in Artikel 95, § 3 des Dekrets über die Umweltgenehmigung vorgesehene Einspruch auf ein Gut bezieht, das in der Provinz Wallonisch-Brabant, Hennegau, Lüttich, Luxemburg oder Namur gelegen ist, setzt sich die Kommission zusammen aus dem durch den Rat des Berufsstands der Architekten der entsprechenden Provinz vorgeschlagenen Mitglied einerseits und den beiden durch den Ständigen Ausschuss des entsprechenden Provinzialrates vorgeschlagenen Mitgliedern andererseits.»

3° ein § 5bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 5bis. Wenn der in Artikel 119 oder in Artikel 127 oder in Artikel 95, § 3 des Dekrets über die Umweltgenehmigung vorgesehene Einspruch ein in Artikel 109 erwähntes Gebäude betrifft, hat das durch die Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region vorgeschlagene Mitglied einen Sitz bei der beratenden Kommission.»

**Art. 2** - Artikel 452/4, § 3 wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

«Jegliche Benutzung von Daten oder Datenbanken über die privaten Koordinaten der Antragsteller zu anderen Zwecken als denjenigen, die ausdrücklich für die administrative Verwaltung der Einsprüche vorgesehen sind, wird als notorisches Fehlverhalten und schwerwiegende Pflichtverletzung betrachtet.»

**Art. 3** - Artikel 452/7 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 4** - Artikel 452/8 bis 452/10 desselben Gesetzbuches werden durch Artikel 425/7 bis 452/9 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

Art. 452/7 - Innerhalb von fünfundzwanzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 oder in Artikel 127 vorgesehenen Einspruchs macht das Sekretariat der beratenden Kommission diesen anhängig und stellt ihn den Mitgliedern zur Verfügung.

Art. 452/8 - Innerhalb von fünfundsechzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 oder in Artikel 127 vorgesehenen Einspruchs erteilt die beratende Kommission ihr begründetes Gutachten und übermittelt es dem Minister der Raumordnung zusammen mit den in Artikel 120, Absatz 4 erwähnten Unterlagen. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten zugunsten des Urhebers des Einspruchs als positiv. Innerhalb derselben Frist übermittelt die Kommission dem Antragsteller, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium und der Generaldirektion eine Abschrift ihres begründeten Gutachtens.

Art. 452/9 - Die Beschlüsse der Kommission haben nur Gültigkeit, falls der Vorsitzende und wenigstens drei weitere Mitglieder anwesend sind.

Die Gutachten werden von den anwesenden Mitgliedern erteilt; der Vorsitzende hat keine beschließende Stimme.

Bei Stimmengleichheit gilt das Gutachten als positiv zugunsten des Urhebers des Einspruchs.

**Art. 5** - Artikel 452/11 und 452/12 werden 452/10 bzw. 452/11 nummeriert.

**Art. 6** - Artikel 452/13 bis 452/19 desselben Gesetzbuches werden durch Artikel 452/12 bis 452/18 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Art. 452/12 - Die in Artikel 119 oder in Artikel 127 angeführten Einsprüche sind durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief an den Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes zu richten.

Der Antragsteller, der einen in Artikel 119 erwähnten Einspruch erhebt, vermerkt in seinem Schreiben das Datum, an dem ihm der in Artikel 119, § 1, Absatz 1, 1° oder 2° angeführte Beschluss zugestellt wurde oder das Datum des in Artikel 119, § 1, Absatz 1, 3° angeführten Einschreibebriefs. Er legt diesem Schreiben eine Abschrift der Pläne des Antrags auf Genehmigung und des Beschlusses, für den Einspruch erhoben ist, bei.

Art. 452/13 - Den in Artikel 119, § 2 angeführten Einsprüchen oder den in Artikel 127, § 6 erwähnten Einsprüchen, die durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium erhoben werden, wird eine Abschrift der betreffenden Akte beigefügt, die einen Markierungsplan und ggf. eine Abschrift der anwendbaren Erschließungsgenehmigung und des geltenden Leitschemas umfasst.

Der Markierungsplan betrifft:

1° die Lage des Guts auf dem Sektorenplan, dem kommunalen Raumordnungsplan, dem Leitplan, in einem Leitschema, in einem Siedlungsgelände, entlang eines regionalen oder provinziellen Wegenetzes, entlang eines kommunalen Wegenetzes, das Gegenstand eines Fluchtlinienplans war, entlang einer Eisenbahnstrecke, entlang eines Wasserlaufs erster, zweiter oder dritter Kategorie;

2° die Existenz von Grunddienstbarkeiten oder Reservezonen, einer anwendbaren regionalen Städtebauordnung, einer anwendbaren kommunalen Städtebauordnung, eines Raumordnungs- oder Städtebauverfahrens, eines durch Protokoll festgestellten Verstoßes;

3° die Eintragung des Guts in das Verzeichnis des Immobiliärerbes oder in eine Schutzliste, die Tatsache, dass es unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz steht, seine Lage in einer in Artikel 209 angeführten Schutzzone oder in einer in dem in Artikel 233 genannten Atlas angeführten Stätte, oder wenn es Gegenstand von gleichwertigen Formalitäten auf der Grundlage der im deutschen Sprachgebiet anwendbaren Gesetzgebung ist.

Sie beinhaltet ebenfalls jegliche sonstige Information, die für die Regierung von Interesse sein kann.

Art. 452/14 - Die in Artikel 120, Absatz 1 angeführte und dem Antragsteller zugestellte Empfangsbestätigung gibt den Inhalt von Artikel 452/18 an.

Art. 452/15 - Haben sie den Einspruch nicht eingereicht, so übermitteln das Bürgermeister und Schöffenkollegium und der bevollmächtigte Beamte an die in Artikel 452/12 angeführte Anschrift innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der in Artikel 120, Absatz 1, 2° angeführten Schriftstücke eine Abschrift der betreffenden Akte, die einen in Artikel 452/13, Absatz 2 angeführte Markierungsplan beinhaltet, sowie ggf. eine Abschrift der Erschließungsgenehmigung und des Leitschemas, die anwendbar sind.

Art. 452/16 - Der Vorsitzende der beratenden Kommission wird von der Regierung abgeordnet, um den Vorsitz der durch Artikel 120, Absatz 4 vorgesehenen Anhörung zu gewährleisten.

Er ist berechtigt, sich alle Schriftstücke, Informationen, Dokumente und Daten, die er für zweckdienlich erachtet, übermitteln zu lassen.

Die beratende Kommission und ihr Vorsitzender hören alle Parteien oder ihre Vertreter sowie die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes an.

Die beratende Kommission erarbeitet das Sitzungsprotokoll der Anhörung.

Art. 452/17 - Die Anhörung findet innerhalb von fünfundfünfzig Tagen nach Eingang des in Artikel 119 oder in Artikel 127 vorgesehenen Einspruchs statt.

Art. 452/18 - Das in Artikel 121 angeführte Erinnerungsschreiben ist durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zu richten und muss folgende Angaben beinhalten:

1° Name und Anschrift des Antragstellers;

2° das Aktenzeichen;

3° den Begriff «Erinnerungsschreiben.»

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 8** - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

---

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 3671

[2003/200944]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de adviescommissie en het onderzoek van de beroepen die bij de Regering worden ingesteld**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 120 en 133, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 2002;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 95, § 3, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998 betreffende de adviescommissie en het onderzoek van de beroepen die bij de Regering worden ingesteld, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 1998;

Gelet op het advies van de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 14 februari 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 452/2 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een § 4bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4bis. De Koninklijke commissie van monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest legt een lijst van twee van haar leden voor aan de Regering »;

2° § 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. Al naar gelang het beroep bedoeld in artikel 119, in artikel 127 of in artikel 95, § 3, van het decreet betreffende de milieuvergunning betrekking heeft op een goed gelegen in de provincie Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg of Namen, hebben het lid dat door de raad van de architectenorde van de overeenstemmende provincie voorgedragen wordt en de twee leden die door de bestendige deputatie van de overeenstemmende provincieraad die voorgedragen worden, zitting in de adviescommissie. »

3° er wordt een § 5bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 5bis. Als het beroep bedoeld in artikel 119 of in artikel 127 of in artikel 95, § 3, van het decreet betreffende de milieuvergunning betrekking heeft op een onroerend goed bedoeld in artikel 109 heeft het lid dat door de Koninklijke commissie van monumenten, landschappen en opgravingen van het Waalse Gewest voorgedragen wordt, zitting in de adviescommissie. »

**Art. 2.** Artikel 452/4, § 3, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Elk gebruik van bestanden of databanken betreffende de personalia van de verzoekers met andere doeleinden dan die waarin uitdrukkelijk voorzien wordt voor het administratief beheer van de beroepen wordt beschouwd als kennelijk wangedrag en ernstige overtreding. »

**Art. 3.** Artikel 452/7 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 4.** De artikelen 452/8 tot 452/10 van hetzelfde Wetboek worden vervangen door de artikelen 452/7 tot 452/9, luidend als volgt :

« Art. 452/7. Binnen vijftientig dagen na ontvangst van het beroep bedoeld in artikel 119 of in artikel 127 brengt het secretariaat van de adviescommissie het beroep in gereedheid en legt het ter inzage van de leden.

Art. 452/8. Binnen vijftenzestig dagen na ontvangst van het beroep bedoeld in artikel 119 of in artikel 127 geeft de adviescommissie een gemotiveerd advies dat ze samen met de stukken bedoeld in artikel 120, vierde lid, aan de Minister van Ruimtelijke Ordening richt. Na afloop van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de indiener van het beroep. Binnen dezelfde termijn richt de commissie een afschrift van haar gemotiveerd advies aan de verzoeker, het college van burgemeester en schepenen en het Directoraat-generaal.

Art. 452/9. De commissie beraadslaagt slechts op geldige wijze bij aanwezigheid van de voorzitter en minstens drie andere leden.

De adviezen worden door de aanwezige leden uitgebracht; de voorzitter is niet stemgerechtigd.

Bij staking van stemmen wordt het advies geacht gunstig te zijn voor de indiener van het beroep.

**Art. 5.** De artikelen 452/11 en 452/12 worden respectievelijk 452/10 en 452/11 genummerd.

**Art. 6.** De artikelen 452/13 tot 452/19 van hetzelfde Wetboek worden vervangen door de artikelen 452/12 tot 452/18, luidend als volgt :

« Art. 452/12. De beroepen bedoeld in artikel 119 of in artikel 127 worden bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het adres van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De verzoeker die een in artikel 119 bedoeld beroep indient, vermeldt in zijn schrijven de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 119, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>, of de datum van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 119, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, en voegt er een afschrift bij van de plannen van de vergunningsaanvraag en van de beslissing die het voorwerp van het beroep uitmaakt.

Art. 452/13. De beroepen bedoeld in artikel 119, § 2, of in artikel 127, § 6, die door het college van burgemeester en schepenen ingediend worden, gaan vergezeld van een afschrift van bedoeld dossier, dat een plaatsbepaling bevat, en, in voorkomend geval, van een afschrift van de verkavelingsvergunning en van het leidend schema die van toepassing zijn.

De plaatsbepaling betreft :

1<sup>o</sup> de ligging van het goed op het gewestplan, op het gemeentelijk plan van aanleg, op het leidend plan, in een leidend schema, in een verkaveling, langs een gewestelijke of provinciale weg, langs een gemeenteweg die het voorwerp van een rooilijn heeft uitgemaakt, langs een spoorweglijn, langs een waterloop van eerste, tweede of derde categorie;

2<sup>o</sup> het bestaan van erfdienstbaarheden of reservaties, een gewestelijk stedenbouwkundig reglement dat toepasselijk is, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement dat toepasselijk is, een procedure inzake operationele ruimtelijke ordening of stedenbouw, een bij proces-verbaal vastgestelde overtreding;

3<sup>o</sup> de opneming van het goed op de lijst van het onroerende patrimonium of op een beschermingslijst, de indeling ervan, de ligging ervan in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 209 of in een site vermeld op de lijst bedoeld in artikel 233 of die het voorwerp is van gelijkaardige formaliteiten krachtens de wetgeving die van kracht is in het Duitstalige gebied.

Ze bevat bovendien elk ander gegeven ter informatie van de Regering.

Art. 452/14. Het bericht van ontvangst bedoeld in artikel 120, eerste lid, dat aan de verzoeker gericht wordt, vermeldt de inhoud van artikel 452/18.

Art. 452/15. Als het college van burgemeester en schepenen en de gemachtigde ambtenaar het beroep niet indienen, richten ze binnen vijf werkdagen na ontvangst van de stukken bedoeld in artikel 120, eerste lid, 2<sup>o</sup>, aan het adres bedoeld in artikel 452/12 een afschrift van bedoeld dossier, dat de in artikel 452/13, tweede lid, bedoelde plaatsbepaling bevat, en, in voorkomend geval, een afschrift van de verkavelingsvergunning en van het leidend schema die van toepassing zijn.

Art. 452/16. De voorzitter van de adviescommissie wordt door de Regering gemachtigd om de in artikel 120, vierde lid, bedoelde zitting voor te zitten.

Hij mag verzoeken om de bijkomende stukken, informatie, documenten en gegevens die hij nuttig acht.

De adviescommissie en haar voorzitter horen de partijen of hun vertegenwoordigers en het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium.

De notulen van de zitting worden door de adviescommissie opgesteld.

Art. 452/17. De zitting vindt plaats binnen vijftig dagen na ontvangst van het beroep bedoeld in artikel 119 of in artikel 127.

Art. 452/18. De herinneringsbrief bedoeld in artikel 121 wordt bij ter post aangetekend schrijven verzonden en bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam en het adres van de verzoeker;
- 2° de referenties van het dossier;
- 3° de term herinnering. »

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 8.** De Minister van Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

═══  
**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 3672

[2003/200947]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant les directeurs, les chefs de cantonnement et les préposés forestiers de la division de la Nature et des Forêts pour la recherche et la constatation des infractions aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 156 et 450;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'Aménagement du Territoire, rendu le 27 février 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 14 février 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 450<sup>ter</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

« Art. 450<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sur toute l'étendue du territoire respectivement de leur direction, de leur cantonnement et de leur triage, les directeurs, les chefs de cantonnement et les préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ont compétence pour rechercher les infractions aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine commises dans les zones agricoles, les zones forestières, les zones d'espaces verts, les zones naturelles ainsi que dans les sites bénéficiant d'un régime de protection des milieux naturels visés par la loi sur la conservation de la nature.

Sur le même territoire, les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont compétence pour rechercher les infractions à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, ainsi qu'aux articles 266 à 270 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine commises dans toutes les zones du plan de secteur.

§ 2. Sur toute l'étendue du territoire respectivement de leur direction, de leur cantonnement et de leur triage, les directeurs, les chefs de cantonnement et les préposés forestiers de la Division de la Nature et des Forêts de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ont compétence pour constater les infractions aux dispositions du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine commises dans les zones agricoles, les zones forestières, les zones d'espaces verts, les zones naturelles ainsi que dans les sites bénéficiant d'un régime de protection des milieux naturels visés par la loi sur la conservation de la nature.

Sur le même territoire, les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ont compétence pour constater les infractions à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>, ainsi qu'aux articles 266 à 270 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine commises dans toutes les zones du plan de secteur.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministres de l'Aménagement du Territoire et le Ministre de la Ruralité sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART